

La crise sanitaire a mis une nouvelle fois en lumière l'échec total du projet « d'Union européenne ». En une décennie, la Commission européenne a demandé 63 fois[1] aux États membres de réduire leurs dépenses de santé. Et au moment où nos voisins italiens ou espagnols appelaient à l'aide, ce sont des pays non-européens comme la Chine, la Russie ou Cuba qui ont volé à leur secours. Le verdict de la presse italienne fut quasi-unanime contre une « Europe morte, laide et lâche »[2]. Ce n'est qu'après de longs mois que la Commission a fini par adopter un plan aux montants non seulement insuffisants, et qui plus est conditionnés à de nouvelles réformes libérales[3].

Si la critique des actuelles institutions de l'UE est aujourd'hui de plus en plus répandue à gauche, grâce notamment aux travaux de Frédéric Lordon[4] ou de Cédric Durand[5], il est rare même dans les rangs anticapitalistes d'entendre des voix affirmer clairement que si nous voulons financer massivement la reconstruction sociale, écologique et sanitaire, il nous faudra alors réquisitionner la Banque de France et retrouver une monnaie nationale. C'est qu'au-delà des actuelles institutions, il reste à gauche un attachement à « l'idée européenne » abstraite qui semble un idéal digne d'être recherché.

Quant aux courants réactionnaires proclamant leur attachement à la souveraineté nationale, ils perpétuent un projet de la France comme « nation européenne », et reprochent à l'UE de ne pas suffisamment protéger l'Europe des « menaces extérieures ». La Commission européenne a d'ailleurs entretenu ces craintes, en nommant un commissaire chargé de « protéger le mode de vie européen »[6], dont le contenu précis n'est jamais interrogé. Stathis Kouvelakis souligne pourtant la fragilité de cet édifice, puisque « le racisme européen actuel cible ainsi tant les européens de seconde ou troisième catégorie des périphéries internes (le « Grec paresseux » avoisine ici avec le « Polonais qui vient voler le travail d'autrui » dans une sorte d'unité des contraires) que, avec une violence encore supérieure, l'Autre non-européen, non-blanc et « musulman ». »[7].

Précisons que notre propos ne vise pas ici seulement l'usage explicitement raciste et/ou classiste pouvant être fait de l'identité européenne, mais bien les mécanismes historiques et sociologiques qui mènent inéluctablement ce concept à devenir une frontière d'exclusion, y compris lorsqu'elle est revendiquée par les secteurs les plus progressistes.

Comment « l'Europe » construit son Autre

Il est donc temps de déconstruire ce mode de vie et cette identité, ses origines et ses impensés historiques. Commençons par lever un malentendu possible : même s'il peut être commode de l'employer en ce sens, « l'Europe » n'est pas une entité géographique clairement définie. A titre d'exemple, il n'y a pas de consensus pour savoir si la Turquie ou la Russie en font partie – alors qu'Israël est intégrée à beaucoup de projets européens[8]. Il s'agit donc bien d'une construction socio-culturelle dont il importe de réaliser la généalogie historique.

Ce travail a été entamé par la chercheuse Fatima El-Tayeb, qui a montré que l'europeanité (*europeanness*) est une idéologie qui exclut « implicitement mais pas du tout subtilement »[9] les populations non-blanches et/ou non-chrétiennes, qui vivent pourtant sur ce continent depuis des siècles, ce qui montre bien qu'il ne s'agit pas d'un critère géographique. Et ce, tout en prétendant que cette exclusion ne se fait pas au nom d'une identité différente, mais au nom d'un refus de ces populations d'accéder à « l'universel »

tel que l'euroanéité le définit en prétendant que « l'Europe » serait un continent où les races et le racisme n'auraient pas ou plus leur place, à la différence des anciennes colonies de peuplement comme les États-Unis. Comme si, en quelque sorte, en exportant le racisme, le colonialisme l'avait également *externalisé*. Fatima El-Tayeb montre que ce type de narrations se retrouve dans la plupart des grands pays européens avec des variations nationales[10].

Pour illustrer mon propos, je me limiterai à l'exemple de la France, et à la manière dont la bourgeoisie *française* a développé son identité « européenne » pour se démarquer à la fois du prolétariat et des peuples colonisés. Ce caractère double avait déjà été dénoncé par Aimé Césaire en introduction de son *Discours sur le colonialisme* :

« Le fait est que la civilisation dite "européenne", la civilisation "occidentale", telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois, est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : *le problème du prolétariat et le problème colonial* ; que, déferée à la barre de la « raison » comme à la barre de la « conscience », cette Europe-là est impuissante à se justifier ; et que, de plus en plus, elle se réfugie dans une hypocrisie d'autant plus odieuse qu'elle a de moins en moins chance de tromper. L'Europe est indéfendable »[11].

Mais d'où vient au juste l'idée même de « l'Europe » ?

D'après Éric Hobsbawm, celle-ci s'est définie dès son origine comme « terre de civilisation contre la non-Europe des Barbares. L'Europe comme métaphore d'exclusion existe depuis Hérodote. Elle existe toujours. C'est une région à dimensions variables, définie par la frontière (ethnique, sociale, culturelle autant que géographique) avec les régions de l' « Autre », souvent situées en « Asie », parfois en « Afrique » »[12]. Si cette définition de l'Europe comme « terre de civilisation » remonte à l'Antiquité, c'est à partir de 1492 que le sentiment d'appartenance européenne devient structurant auprès des cours royales. Toujours selon Hobsbawm :

« Les dernières années de la Reconquista coïncident avec le début de l'âge des conquistadores. Ils découvrent non seulement les Amériques mais l'Europe, car c'est face aux peuples indigènes du Nouveau Monde que les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Hollandais, les Français, les Italiens, qui se précipitent aux Amériques, reconnaissent leur euroanéité ».

L'identité européenne moderne, pensée comme blanche et chrétienne, s'est ainsi bâtie sur l'expulsion des Juifs et des Musulmans d'Espagne, et le génocide des Amérindiens. Cette identité fut promue par les cours royales qui se pensaient distinctes à la fois des civilisations rivales et de leurs sujets, roturiers perçus comme appartenant à une race inférieure dépourvue du « sang bleu » de la noblesse. François Guizot identifia ainsi la « civilisation européenne » aux monarchies chrétiennes[13]. Au même moment, chez les intellectuels critiques de l'absolutisme, se développe l'idée d'un despotisme intrinsèquement « asiatique » ou « oriental », que ce soit chez Montesquieu ou chez

Nicolas-Antoine Boulanger qui oppose une Asie « plongée en tout temps dans l'indolence et la servitude » à « l'Europe toujours brave, toujours jalouse de sa liberté » [\[14\]](#).

Les bourgeoisies se réapproprient ainsi le mythe européen qu'elles assimilent au progrès et à la modernité, et leurs crimes coloniaux s'opèreront dorénavant au nom de la civilisation apportée aux « barbares ». Le discours de Victor Hugo au Congrès de la Paix de 1849, considéré comme un des textes fondateurs de l'idée européenne, l'illustre bien :

« Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la création sous le regard du Créateur (...) l'Asie serait rendue à la civilisation, l'Afrique serait rendue à l'homme » [\[15\]](#).

On ne voit là-dedans nulle trace des valeurs de justice ou de liberté que les partisans de l'idée européenne prétendent défendre.

La complémentarité entre projet européen et États bourgeois

On doit ici remarquer qu'il n'y aurait pas de sens à opposer cette identité européenne aux identités nationales façonnées à la même époque et dans le même moule. Il faut bien voir que l'idée européenne est le produit des États-nations impériaux, et qu'elle est façonnée par des réalités nationales – bâties sur la négation des droits nationaux des peuples non-européens. On pense ici au *Qu'est-ce qu'une nation ?* d'Ernest Renan qui exclut explicitement les non-européens du fait national, texte pourtant considéré par les institutions françaises comme le nec plus ultra d'une conception « universaliste ».

Il serait donc totalement erroné de se représenter « l'Europe » comme une entité extérieure voire s'imposant aux nations bourgeoises dont elle n'est que l'émanation. Pour se concentrer sur l'exemple français, il est très éclairant de remarquer que le statut juridique d' « Européen » a été défini dans les colonies, avec des collèges électoraux séparés [\[16\]](#) des autochtones. Si l'on prend l'exemple de l'Algérie française, on constate que ce statut privilégié permettait à la fois d'intégrer les colons espagnols ou italiens au bloc de pouvoir colonial, et de rejeter les populations autochtones qui seront d'abord qualifiées « d'indigènes » puis de « Musulmans » (indépendamment de leur religion).

Il y a donc un véritable « privilège européen » qui s'institue dans les colonies, et qui permet de coder les privilèges raciaux dans un langage compatible avec les valeurs auto-proclamées de la République. Dans les années 1960, on parlera même de « Français de souche européenne », en opposition aux « Français musulmans » traités comme des citoyens de seconde zone, expression qui donnera lieu à l'expression d'extrême-droite « Français de souche » [\[17\]](#).

La particularité de l'appartenance nationale est son indétermination : on peut toujours imaginer une révolution populaire qui donnera un nouveau sens à cette appartenance. On a vu ainsi plusieurs États décolonisés revendiquer les frontières pourtant tracées

arbitrairement par le colonisateur et proposer un nouveau projet national émancipateur et respectueux des multiples cultures s'étant retrouvées par hasard habiter le même pays. C'est ce qu'a cherché à faire un Thomas Sankara au Burkina Faso, avant d'être lâchement assassiné par l'impérialisme français. On peut imaginer un jour prochain où, suite à un soulèvement populaire, l'appartenance à la République française sera redéfinie et ne sera plus un instrument de la bourgeoisie pour exclure des pans entiers de la population résidant en France.

En revanche, étant donné que l'Europe n'a jamais été définie de manière géographique et qu'il est illusoire d'espérer le soulèvement simultané de plusieurs peuples qui voudraient fusionner leurs systèmes sociaux et politiques, on peut d'ores et déjà prédire qu'il n'y aura pas de « soulèvement populaire européen » permettant de redéfinir l'européanité. Ce qui signifie que l'identité européenne restera prisonnière de son histoire et de son vice de fabrication, à savoir sa définition comme *supériorité morale* sur les autres civilisations.

C'est pourquoi, à rebours des récits dominants faisant passer l'européanité pour une identité ouverte et inclusive, une contre-Europe de la haine, héritière des empires coloniaux, prospère en se définissant en négatif face à un Monde extérieur altérisé, barbarisé voire déshumanisé. Longtemps, cette dimension raciste était restée impensée, car les bourgeoisies libérales des métropoles s'étaient auto-persuadées qu'elles représentaient le progrès et les droits humains – comme si d'une certaine manière elles avaient conjuré et externalisé leur racisme en l'exportant dans les colonies.

Mieux, ces bourgeoisies se sont permises de donner des leçons d'ouverture et de tolérance au petit peuple, dénoncé comme spontanément chauvin, replié sur lui-même et sur son identité nationale. Dans les milieux académiques et universitaires, affirmer son attachement au projet européen est devenu une marque de distinction socio-culturelle, une manière de se prétendre affranchi des catégories nationales et raciales – tout en continuant à les reconduire en négatif.

Les clivages sociopolitiques de l'adhésion au projet européen

C'est cette dimension de privilège symbolique qui explique l'attachement indéfectible d'une partie de la population française à l'idée européenne, même après l'échec de la monnaie unique et le drame des politiques d'austérité. En fait, celui qui affirme se sentir « européen » nous en apprend plus sur sa catégorie socio-professionnelle et son niveau de diplôme que sur son emplacement géographique[18]. En face, les classes prolétaires ne s'y sont pas trompées[19] : la sociologie des votes contre le traité de Maastricht puis contre le Traité Constitutionnel Européen montrait une sur-représentation des ouvriers et des employés, avec de fortes pointes dans les départements les plus pauvres de France, comme le Pas-de-Calais ou la Seine-Saint-Denis qui a voté contre le passage à l'euro à 54 %[20], et contre le TCE à 61 %[21].

Curieusement, le vote massivement eurosceptique des quartiers les plus paupérisés du « 9-3 » semble être passé inaperçu dans le débat public : comme l'extrême-droite critiquait à l'époque l'Union européenne, l'idée fausse s'est répandue que les Français issus de l'immigration post-coloniale, sur-représentés dans les banlieues, seraient à l'inverse pro-européens. Et comme l'UE affirmait défendre le multiculturalisme et la libre-circulation des

personnes, l'idée fausse s'est répandue que l'eurosepticisme signifiait automatiquement le rejet de ces valeurs. L'adhésion au projet européen continua ainsi à apparaître comme un gage de progressisme, même aux yeux des contempteurs des politiques économiques libérales menées par l'UE.

Mais entre-temps, les extrême-droite nationales ont réalisé tout le parti qu'elles pouvaient tirer de l'idée européenne : c'est ainsi que le Rassemblement National appelle dans son programme aux élections européennes de 2019 à « promouvoir nos valeurs de civilisation européenne », une manière codée de rejeter l'immigration asiatique et africaine. Cet alignement est totalement en phase avec la ligne de la Commission européenne, qui appelle à « protéger le mode de vie européen » menacé par l'immigration, en particulier les populations musulmanes pensées comme d'éternelles immigrées (alors que l'islam est présent sur le continent depuis plus d'un millénaire) et qui sont construites comme de nouvelles figures de « l'ennemi intérieur » dans toute la région[22].

L'islamophobie permet ainsi à la fois d'affirmer une différence culturelle radicale permettant de consolider en creux une unité occidentale, tout en évitant d'explicitier la terminologie raciale pensée comme réservée aux États-Unis. L'historien Shlomo Sand a même émis l'hypothèse que le développement de l'islamophobie allait permettre d'unifier idéologiquement le continent européen[23], par la dynamique de groupe permise par la désignation du traditionnel bouc émissaire. On pourrait nous objecter que la dérive euro-identitaire se limite aux courants réactionnaires hostiles au multiculturalisme, et qu'un véritable cordon sanitaire aurait été mis en place par les gauches européennes. Mais c'est précisément cette fiction du cordon sanitaire qui masque les rapports sociaux et politiques sous-jacents dont le racisme décomplexé de la droite n'est qu'un symptôme, et qui reconduit l'imaginaire d'un substrat européen vierge de tout racisme (ce que Fatima El-Tayeb appelle la « racelessness »).

Ainsi, la défense des valeurs européennes n'est pas l'apanage des conservateurs et de l'extrême-droite : cet imaginaire civilisationnel est hégémonique dans toutes les familles politiques « européennes » qui convergent pour imaginer l'Europe comme un phare de la civilisation menacée par l'ennemi intérieur musulman, mais aussi par des puissances extérieures comme la Russie ou la Chine. Par exemple en 2018, lorsque des eurodéputés écologistes appellent à boycotter le Mondial de Football à Moscou, l'argument principal qu'ils avancent est que le gouvernement russe « se moque des valeurs européennes »[24].

Les compétitions sportives, et l'acceptabilité du boycott de certaines nations par rapport à d'autres, en disent long sur les rapports de force géopolitiques. Et ces rapports de force se maquillent derrière des considérations morales, elles-mêmes traduites en un langage culturel : les Russes (comme les Turcs) peuvent être alternativement perçus comme Européens ou Asiatiques selon qu'ils seront vus comme partisans du libéralisme ou de l'autoritarisme, réactivant l'imaginaire de l'Orient despotique. Même si elle est restée moins vivace que l'islamophobie, la russophobie a ainsi joué un rôle structurant dans la construction de l'esprit libéral européen pensé comme antithèse du despotisme asiatique, comme le rappelle le chercheur Guy Laron[25] : dès le début du XIX^e siècle, « la Russie obsède les élites libérales européennes », qui n'hésitent pas à fabriquer de faux documents pour accréditer la théorie d'un complot russe.

Pour se construire comme entité géopolitique, il faut des puissances étrangères auxquelles s'opposer, des civilisations toujours pensées comme fourbes et tentant d'exploiter à leur profit l'innocence européenne. Cet imaginaire conspirationniste aboutit parfois à des situations grotesques, comme lorsque le ministre Jean-Michel Blanquer accuse des hackers

russes[26] d'être derrière le plantage des services d'enseignement à distance de l'Éducation nationale. On pourrait également parler longuement de la sinophobie structurelle de nos élites, qui s'est révélée derrière les commentaires sur la « grippe chinoise ». Il y aurait encore de longues pages à écrire sur le procès de l'euroanéité.

Les classes subalternes peuvent-elles se réapproprier l'État-nation ?

Toute la question est donc de savoir si l'État-nation français est indéfectiblement lié à l'idéologie bourgeoise et coloniale qui en a constitué l'origine, et s'il faut donc chercher à « dépasser l'État-nation » comme le propose le courant décolonial, ou bien s'il est possible et souhaitable de le *dés-européaniser*. Notons que l'argument selon lequel la structure stato-nationale serait elle-même un produit de l'histoire européenne, a été battu en brèche par des études historiques qui montrent que des structures comparables se sont développées en plusieurs points du globe[27]. De plus, pour répondre à l'urgence des crises actuelles, il resterait à expliquer comment l'on pourrait développer nos services publics en rejetant tout cadre étatique, et comment un État pourrait les financer s'il ne dispose pas d'une monnaie nationale sous contrôle populaire.

Des réflexions similaires sont élaborées chez nos voisins[28], et s'inscrivent dans une perspective de solidarité internationaliste avec tous les peuples qui le souhaiteraient sur un pied d'égalité, qu'ils soient ou non considérés comme « européens ». Concrètement, la bonne réponse internationaliste à apporter au plan de relance de l'UE n'est pas de demander, comme le font les eurodéputés de gauche, l'augmentation de cette enveloppe ou l'assouplissement des conditions exigées (puisque'il reste de toute façon conditionné à la participation au marché unique et aux divers traités), mais bien d'exiger que la France fournisse une aide inconditionnelle directe aux pays submergés par le Covid, sans passer par aucune institution européenne[29].

Sur le plan intérieur, j'ai tenté de définir plus en détail ce que pourrait être une « souveraineté populaire et inclusive »[30], qui s'opposerait à la conception européenne de la nation, et qui ciblerait clairement les institutions capitalistes, racistes et colonialistes. Loin d'être une utopie lointaine, une telle perspective est envisageable à l'issue d'un soulèvement populaire s'appuyant sur la colère contre la gestion défailante de la crise sanitaire et sur des mobilisations comme les Gilets Jaunes ou les rassemblements contre les violences policières – la convergence entre le comité Adama et les Gilets Jaunes ayant posé les jalons d'une alliance politique des classes subalternes.

Notons que ces deux mobilisations ont été marquées par la présence d'emblèmes nationaux retournés et réappropriés contre les tenants de « l'ordre républicain », alors que nous n'y avons vu aucun drapeau européen : ce n'est pas dans un espace transnational que s'inscrivent ces luttes. Il est donc temps de conceptualiser un projet national totalement différent de l'existant, un projet refusant toute forme de privilège « européen » en son sein et à l'extérieur, et respectant intégralement la souveraineté des autres peuples.

Illustration : REUTERS/Laszlo Balogh.

Notes

[1] Samuel Ravier-Regnat, « La commission européenne a demandé 63 fois aux États de réduire les dépenses de santé, dénonce l'eurodéputé Martin Schwiderman », *L'Humanité*, 2 avril 2020,

<https://www.humanite.fr/la-commission-europeenne-demande-63-fois-aux-etats-de-reduire-es-depenses-de-sante-denonce-687250>

[2] « Virus : colère italienne contre l'UE », article AFP reprise sur *Mediapart*, 27 mars 2020,

<https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/270320/virus-colere-italienne-contre-l-ue?onglet=full>

[3] Comme le rappelle le journal *Le Monde* en interviewant le fondateur de Podemos : « Pablo Iglesias : « Le dogmatisme néolibéral qui a fait tant de mal à l'Europe du Sud a été corrigé » », *Le Monde*, 22 juillet 2020,

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/22/pablo-iglesias-le-dogmatisme-neoliberal-qui-a-fait-tant-de-mal-a-l-europe-du-sud-a-ete-corrige_6046923_3210.html

[4] *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014.

[5] Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique, 2013, Costas Lapavitsas, Dimitris Dalakoglou, Razmig Keucheyan, Stathis Kouvélakis et Wolfgang Streeck.

[6] « Ursula von der Leyen : « Nous devons être fiers de notre mode de vie européen » », *Le Figaro*, 15 septembre 2019,

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/ursula-von-der-leyen-nous-devons-etre-fiers-de-notre-mode-de-vie-europeen-20190915>

[7] Stathis Kouvélakis, « La Grèce, la frontière, l'Europe », *Contretemps*, 19 juin 2017,

<https://www.contretemps.eu/grece-frontiere-europe-forteresse/>

[8] Citons par exemple l'Eurovision ou l'UEFA. Voir Régis Delanoë, « Mais bordel, que fait Israël dans la zone Europe », *So foot*, 6 décembre 2012,

<https://www.sofoot.com/mais-bordel-que-fait-israel-dans-la-zone-europe-164532.html>

[9] Fatima El-Tayeb, *European Others – Queering Ethnicity in Post-national Europe*, Minneapolis, University of Minnesota press, 2011, p. 29

[10] Voir le chapitre 1 de *European others*. L'ouvrage déconstruit également les mythes du patriarcat européen, que je n'aborderai pas ici.

[11] Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1955.

[12] Éric Hobsbawm, « L'Europe : mythe, histoire, réalité », *Le Monde*, 24 septembre 2018,

https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/09/24/l-europe-mythe-histoire-realite-par-eric-hobsbawm_1098996_3232.html

[13] Pour un historique de la notion de civilisation européenne, voir Franck Laurent, « Penser l'Europe avec l'histoire. La notion de civilisation européenne sous la Restauration et la monarchie de Juillet », *Romantisme*, 1999, p. 53-68,

https://www.persee.fr/doc/roman_0048-8593_1999_num_29_104_3408

[14] Nicolas-Antoine Boulanger, *Recherche sur l'origine du despotisme oriental*, 1761, cité par Gabriel Malek, « Le concept de despotisme oriental au sein de l'Europe des Lumières », *Les clés du Moyen-Orient*, 11 avril 2018,

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-concept-de-despotisme-oriental-au-sein-de-l-Europe-des-Lumieres.html>

[15] Discours retranscrit et contextualisé sur le site de la BNF :

<https://gallica.bnf.fr/blog/08042019/victor-hugo-et-les-etats-unis-deurope-i?mode=desktop>

[16] Pour un panorama détaillé des différents collèges, voir Hervé Andres, « Droit de vote : de l'exclusion des indigènes colonisés à celle des immigrés », *Revue Asylon(s)*, mai 2008,

<https://reseau-terra.eu/article733.html>

[17] Voir à ce sujet Vincent Geisser, « Exit « français de souche » ? », *Migrations société* 2015/2, p. 3-18, <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2015-2-page-3.htm>

[18] Ce point est d'ailleurs largement reconnu, qu'il s'agisse de s'en féliciter ou de le déplorer. Voir par exemple Thomas Piketty, « L'Europe et le clivage de classe », *Le Monde*, 11 mai 2019,

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/11/thomas-piketty-l-europe-et-le-clivage-de-classe_5460762_3232.html

[19] Voir également Cédric Durand, « Les prolétaires n'ont pas d'Europe », *Contretemps*, 4 juin 2018, <https://www.contretemps.eu/proletaires-europe-durand/>

[20] Voir le détail des résultats sur le site du Ministère de l'intérieur:

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Referendums/elecresult__referendum_1992/\(path\)/referendum_1992/011/093/1193.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Referendums/elecresult__referendum_1992/(path)/referendum_1992/011/093/1193.html)

[21] [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Referendums/elecresult__referendum_2005/\(path\)/referendum_2005/011/093/1193.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Referendums/elecresult__referendum_2005/(path)/referendum_2005/011/093/1193.html)

[22] Pour une description exhaustive du cas français, voir Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La découverte, 2016.

[23] Shlomo Sand, « From judaeophobia to islamophobia, nation-building and the construction of Europe », *Jewish Quarterly*, 21 août 2014,

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0449010X.2010.10706335>

[24] « Le Mondial sous la menace d'un boycott diplomatique », article AFP repris sur le site *Eurosport*, 20 avril 2018,

https://www.eurosport.fr/football/coupe-du-monde/2018/des-eurodeputes-appellent-les-gouvernements-de-l-ue-a-boycotter-le-mondial-en-russie_sto6720056/story.shtml

[25] Guy Laron, « Petite histoire de la russophobie », *Le Monde Diplomatique*, mai 2020,

<https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/LARON/61779>

[26] Voir l'article « Le ministre Jean-Michel Blanquer est devenu la risée des twittos... à cause de hackers russes », *01net*, 31 mars 2020,

<https://www.01net.com/actualites/le-ministre-jean-michel-blanquer-est-devenu-la-risee-des-twittos-a-cause-de-hackers-russes-1885407.html>

[27] Voir Sylvain Kahn, « L'État-nation comme mythe territorial de la construction européenne », *L'espace géographique* 2014/3, p. 240-250, <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2014-3-page-240.htm>

[28] Voir par exemple les articles de Costas Lapavitsas « Grèce, sortie de crise, sortie de l'euro », *Le Monde Diplomatique*, juin 2012, <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/06/LAPAVITSAS/47794> et « We need a Labour Brexit », *Jacobin*, 7 janvier 2019, traduction Contretemps : <https://www.contretemps.eu/lapavitsas-brexit-gauche/>

[29] Voir le billet de blog « Relance européenne : une autre solidarité est possible », *Blogs de Mediapart*, 28 juillet 2020 : <https://blogs.mediapart.fr/ramzi-kebaili/blog/280720/relance-europeenne-une-autre-solidarite-est-possible>

[30] Que je développe dans mon livre auto-édité *Quittons l'Europe ! Pour une souveraineté populaire et inclusive*, Montreuil, 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=0exr22hyHbA>